

# Brèves d'info



BAS-RHIN N°14 10/2016

Site web local : <http://www.fo-dgfip-sd.fr/067/>  
Mél : [fo.dr67@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:fo.dr67@dgfip.finances.gouv.fr)

## DES RAISONS D'ETRE EN GREVE LE 15 NOVEMBRE 2016

### LE MONDE DE MEMO

La DGFIP assimile sûrement les vérificatrices et vérificateurs à Dory, poisson bleu amnésique de Pixar.

En effet, par une note du 22/07/16, la DG veut généraliser dès le 01/01/17 l'utilisation de RIALTO-MEMO dans les BDV et les PCE.

La DG tente donc de faire revenir par la fenêtre l'application, « RIALTO-Investigations », que les acteurs du contrôle fiscal, soutenus par les syndicats, avaient jetés par la porte. Le rejet et le boycott avaient été massifs pour cette application de statistiques et de flicage, application contre-productive et usine à gaz.

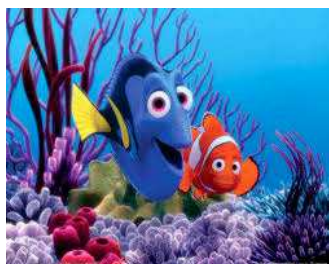
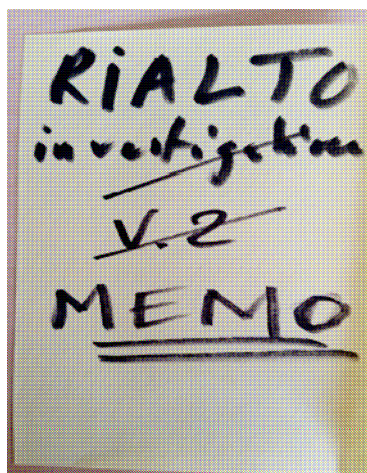
Si RIALTO-MEMO présente certaines évolutions positives en termes d'ergonomie et d'allègements du nombre de zones dites obligatoires, il n'en demeure pas moins que **subsistent de sérieuses craintes** :

- finalité de l'application (surveillance étroite du vérificateur) ?
- perte d'autonomie,
- aspect chronophage,
- normalisation du contrôle,
- risque à ce que les zones facultatives se transforment en obligatoires ...

On passera bientôt plus de temps à remplir de cases qu'à faire le travail !

La ficelle est grosse et renommer RIALTO-Investigations gentiment RIALTO-MEMO ne suffit pas à noyer le poisson !

Dans l'état actuel et face à une telle précipitation de l'administration, F.O.-DGFIP revendique la suspension de RIALTO-MEMO avant discussions en CTR et dans les différents CTL.



### Où SARrêtera la casse du SPL ?? (travail à distance n° 1)

Au printemps 2016, la DG présentait aux syndicats les Centres de Services Communs SPL rapidement rebaptisés Services d'Appui au Réseau (SAR) pour paraître plus politiquement corrects et moins clivants. Le SAR, dans les Lignes directrices de la DGFIP (NDLR : le mode d'emploi de notre DG pour absorber les suppressions d'emploi actuelles et à venir ainsi que détruire le réseau et les missions), est présent dans la partie intitulée « notre organisation doit privilégier la continuité et la qualité de service plutôt que la proximité physique immédiate avec les usagers ». Tout est dit...

**Le SAR n'est rien d'autre qu'un service facturier ou de back-office qui pourra être chargé de la recette et de la dépense de manière industrielle, en lieu et place des postes comptables, dans un autre poste comptable du département ou au sein d'une cellule spécifique rattachée à la DDFIP...**

FO DGFIP a bien sûr interrogé la DG sur le positionnement futur de comptable de proximité, notamment en termes de responsabilité personnelle et pécuniaire. Sur ce point, le DG a voulu nous rassurer...ou nous provoquer...

Mais **notre inquiétude demeure sur l'avenir du réseau**. Que sera une trésorerie sans le visa, par exemple ? Une **coquille vide** ! Et donc un poste qu'on peut fermer...Et de tout cela, FO DGFIP ne veut pas !!

Ce dispositif n'est qu'un palliatif à la réduction des moyens, qui ne pourra qu'accentuer les orientations de démantèlement du réseau SPL portées par le DG.

Pour FO DGFIP, le réseau est malade d'un manque de moyens chronique mais pas de son maillage territorial. **Pour FO DGFIP, SAR = Système d'Accélération des Restructuration !!**

## LE TRAVAIL A DISTANCE ARRIVE DANS LES SIE (travail à distance 2)

Un bilan des expérimentations et des évolutions des SIE a été présenté lors du groupe de travail du 1er juillet au travers de quatre thèmes : travail à distance, actualités de la gestion comprenant le contrôle fiscal externe (CFE), surveillance et relance du pilotage, déploiement de RSP (refonte des systèmes de paiement) et organisation intégrée. (voir le compte-rendu en date du 9/8/2016 sur le site web national).

Le questionnement de la DG se situe sur trois niveaux :

- Fin de la polyvalence et constitution d'équipes à compétence dominante : gestion, transverse et comptabilité.
- Expérimentation du travail à distance.
- Réflexions sur l'accueil des usagers.

Arrêtons nous sur ce thème du travail à distance car il est révélateur des dérives d'une modernisation mal pensée.

Selon la DGFIP, qualitativement il n'y a eu aucune difficulté technique significative (tant AVISIR que gestion) ; l'éloignement géographique et une moindre connaissance du terrain n'ont aucune conséquence. La mission à distance est, selon la DGFIP, transparente pour l'utilisateur et la qualité du service rendu constante. Le volet quantitatif révèle des résultats « nettement encourageants ».

**Pour F.O.-DGFIP, la notion de « présence à distance » est pour le moins contradictoire avec la bonne qualité du service rendu.** Il suffit en effet de lire les doléances des représentants des entreprises, notamment les petites, qui se plaignent, entre autres, de leurs difficultés face à une fiscalité complexe pour comprendre que la proximité demeure nécessaire.

## TRAVAIL A DISTANCE Ce qui se cache derrière

Ne nous y trompons pas, derrière ces deux expérimentations la même finalité : réduire le nombre de structures comptables, concentrer les SIE, les trésoreries mais aussi les SIP et SPF sur un petit nombre d'implantations départementales, voire régionales.

Rappel des analyses et revendications de F.O.-DGFIP:

- la logique de concentration des structures continue sans aucune autre logique que celle budgétaire.
- Maintien d'un réseau de proximité au plus près des usagers.
- Conservation de la proximité géographique des implantations des services de contrôle et de gestion.
- Opposition à tout regroupement et à toute départementalisation des SIE.
- Exigence des moyens humains et matériels nécessaires à l'accomplissement des missions.

## PHASE COMMUNICATOIRE : ATTENTION DANGER !

**Avec la mise en œuvre de la phase communicatoire amiable, la DGFIP prolonge sa logique d'externalisation et renonce à faire appel à ses huissiers et agents enquêteurs pour confier le recouvrement des produits locaux à des groupements dont les méthodes expéditives et les tarifs prohibitifs n'ont rien à envier aux pires sociétés de recouvrement au risque de défrayer la chronique et au mépris des valeurs du service public.**

En amont de la phase de recouvrement forcé, les trésoreries SPL peuvent désormais recourir à la Phase Communicatoire Amiable (PCA) pour relancer les redevables, comme l'autorise l'article L 1617-5 du CGCT.

Doit-on craindre l'externalisation totale du recouvrement des produits locaux induit par cette nouvelle procédure limitée (pour l'instant ?) à l'amiable.

Cette PCA qui s'opérera dans le cadre d'un marché public conclu avec le GIE « Groupement Poursuites Extérieures » ou GPE. Il s'agit d'huissiers de justice regroupés en un Groupement d'intérêt économique de portée nationale baptisé élégamment « Groupement des poursuites extérieures » (GPE), et doté de tout l'attrait du parfait agent de recouvrement privé permettant de faire plier le mauvais payeur : gestion des relances et des menaces, appels téléphoniques réguliers, SMS et génération de mails automatiques ; **tout ceci n'ayant pourtant aucune valeur communicatoire !**

Cette PCA est active pendant 3 mois :

- 1 mois de relance courrier,
- des appels téléphoniques et SMS,
- un courrier menaçant le redevable de l'en-voi d'un OTD !
- un nouveau « balayage » par téléphone et SMS,
- un avis de passage de l'huissier.



L'huissier de justice n'établit pas de procès-verbal mais communique au comptable les informations qu'il a pu obtenir...». Pourquoi alors ne pas utiliser des agents enquêteurs de la DGFIP et en recruter en conséquence ?

**L'huissier se paie sur la bête et dans le cadre d'un marché public dont l'efficacité en terme de recouvrement et de coût pour notre administration reste encore à démontrer.**

Là comme ailleurs (certification des comptes SPL par les experts-comptables, évaluations domaniales par BNP Real Estate), **l'externalisation au privé de pans entiers de nos missions démontre que sans réaction de notre part, le détricotage de la DGFIP est en marche.**

F.O.-DGFIP ne manquera pas d'interpeller la direction générale à ce sujet.

**NOTRE AVENIR SE  
JOUE MAINTENANT**



**le 15 NOVEMBRE  
TOUTES ET TOUS  
EN GREVE**